

aux cultivateurs, dont un bon nombre avaient contracté des obligations pendant la période de 1918 à 1919, alors que les prix des produits agricoles étaient à leur meilleur. La période suivante les ayant placés dans une situation impossible, ils ont été qualifiés d'incompétents.

Nous avons connu, au cours de la période s'étendant de 1929 à 1939, une crise de chômage sans précédent. A leur tour, les sans-travail ont été qualifiés de sans-cœur et de paresseux. Nous avons été témoins qu'un certain nombre d'entre eux travaillaient pour la somme de 20c. par jour. On les appelait les «20 sous». J'ai vécu cette période qu'on est en train de nous faire revivre. J'évoque cette situation pour en tirer des leçons et non pas pour qu'on y soit de nouveau plongé.

Je me souviens qu'à ce moment-là, lorsqu'un jeune homme fréquentait une jeune fille, il ne lui était pas possible d'envisager de sérieux projets d'avenir. Il disait tout simplement: Mademoiselle, ne comptez pas sur moi pour le moment pour faire votre avenir, je suis de l'équipe des «20 sous».

Soudainement, la situation a changé. La guerre de 1939 a éclaté. Les gouvernements ont demandé aux Canadiens de faire un effort de guerre total. L'argent est réapparu. Le gouvernement fédéral n'a jamais dit qu'il n'avait plus d'argent et qu'il faudrait arrêter notre effort de guerre. Au contraire! L'argent était présent en plus grande quantité que jamais et la situation a changé du tout au tout.

Les cultivateurs, tout incompétents et mauvais administrateurs qu'ils étaient pendant la régression économique, sont devenus soudain des cultivateurs efficaces et de bons administrateurs, en dépit de toutes les restrictions du temps de guerre. Pourquoi? C'est qu'ils trouvaient preneurs pour leurs produits, c'est-à-dire des consommateurs munis d'un pouvoir d'achat correspondant à leurs besoins. Il en a été de même pour les industriels qui avaient fait faillite pendant la crise. La plupart se sont relevés, car leurs industries fonctionnant à plein rendement, ils sont devenus de nouveau de bons administrateurs. Les chômeurs «paresseux» du temps de la crise, les «20 sous», sont devenus les meilleurs ouvriers et les meilleurs soldats du monde. Partout dans le monde, on vantait la valeur des Canadiens.

Les Canadiens sont devenus tellement productifs que le gouvernement a eu recours au rationnement, afin de mettre un frein à leur désir, parce qu'ils avaient alors un pouvoir d'achat plus considérable. Après la guerre, il a fallu reconstruire. La masse monétaire qui était aux mains des consommateurs était plus considérable et nous avons connu une période de prospérité de 1945 à 1956.

Depuis cette date, nous nous sommes acheminés vers une nouvelle situation de misère au sein de l'abondance. La situation est encore pire qu'au cours de la période s'étendant de 1929 à 1939, à cause de l'automatisation. Et si nous n'avions pas les lois sociales actuelles, nous serions en proie à une crise économique dont l'ampleur menacerait sérieusement nos structures sociales.

Les industriels cherchent des consommateurs pour leur production et quand ils en trouvent, ils en sont très contents.

Voici ce que dit à ce sujet un communiqué du ministère de l'Industrie et du Commerce, en date du 1^{er} décembre 1970:

Des ventes sur place d'une somme globale de \$3,160,000 ont été faites grâce à la participation du Canada à la foire Interstoff de textiles pour vêtements qui a eu lieu à Francfort, Allemagne, du 17 au 20 novembre. C'était la première participation du Ca-

nada à cette foire commerciale. Les douze usines canadiennes du textile qui y ont participé anticipent des ventes additionnelles de 13 millions de dollars.

Or, voici qu'au Canada comme ailleurs, nous cherchons des consommateurs pourvus de pouvoir d'achat. Malheureusement, cette catégorie de consommateurs se fait de plus en plus rare, et c'est pour cette raison que beaucoup d'industries fonctionnent au relanti, ce qui engendre nécessairement du chômage.

Je comprends que les ouvriers trouveront de l'emploi dans les industries, mais ces emplois seront stables à condition que ces dernières écoulent leur production et que leur exploitation soit rentable.

Monsieur l'Orateur, l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale a expliqué, dans une déclaration remise après la première lecture du bill C-205, intitulé «Loi modifiant la Loi sur les subventions au développement régional», que le projet de loi stipulait, et je cite:

- 1) que des prêts pourraient être garantis pour l'implantation de nouvelles usines dans des régions à faible croissance économique par le ministère de l'Expansion économique régionale;
- 2) que les stimulants s'appliqueraient à d'autres entreprises que celles de la fabrication et de la transformation et, finalement,
- 3) que des subventions spéciales seraient accordées dans certains cas.

J'en parlerai tout à l'heure.

Pourquoi ces nouvelles dispositions? Tout simplement parce que le chômage est élevé et que les entreprises qui désirent se développer en sont empêchées à cause du manque de capitaux.

Mais pourquoi ne s'est-on jamais demandé pourquoi le taux de chômage est si élevé? Pourquoi les capitaux disponibles sont-ils rares ou refuse-t-on de les investir? Tout simplement parce que le régime actuel de financement ne permet pas aux consommateurs de toucher assez d'argent pour acheter toute la production offerte et de financer en même temps le développement de nouvelles industries.

Voilà ce que je voudrais expliquer. Je voudrais suggérer de nouvelles formules de financement des entreprises, financement qui proviendra d'autres sources que les profits des entrepreneurs ou l'épargne des particuliers.

Or, j'ai consulté quelqu'un de plus compétent que moi dans la matière, afin d'apporter à la Chambre des éclaircissements valables et des suggestions susceptibles, peut-être, d'aider le gouvernement à solutionner un des plus graves problèmes actuels, soit le taux élevé de chômage, plus particulièrement dans l'Est du pays.

Or, qu'est-ce qui cause le déficit dans le flux de l'argent vers les consommateurs? Il s'agit là d'une question de grande importance, dont la réponse n'est pas facile. Mais une fois cette réponse trouvée, il est possible de proposer une solution susceptible de réaliser l'équilibre entre la somme des prix attachés aux richesses et la somme globale du pouvoir d'achat dont disposent les consommateurs.

L'industrie n'a pas d'autre source de revenu que l'argent qu'elle va chercher dans les goussets des consommateurs et ceux-ci n'en ont pas d'autre que celle de l'industrie, du commerce ou de la finance.

Cela veut dire que tous les coûts qui s'échelonnent à partir de la production primaire jusqu'à la consommation, en passant par les industries de transformation, les grossistes et les détaillants, tous les coûts, dis-je, ainsi que tous les profits qui sont ajoutés aux coûts réels et qui